

Questions orales

Des voix: Oh, oh!

M. le Président: Le ministre voudra sans doute terminer sa réponse.

M. Weiner: Monsieur le Président, cela nous fend le coeur de devoir dire à des groupes que nous ne pouvons pas leur donner tout ce dont ils auraient besoin. Il existe peut-être d'autres sources de financement pour eux. Nous avons soutenu toutes leurs initiatives et nous continuerons de voir à ce qu'ils obtiennent toute l'aide possible dans le cadre de notre programme.

[Français]

M. Guy Saint-Julien (Abitibi): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances.

Après l'abolition du Programme de stimulation de l'exploration minière au Canada, est-ce que le gouvernement prendra des mesures spéciales pour venir en aide aux localités minières de l'Abitibi, du Québec et du Canada, touchées par l'abandon de ce programme.

[Traduction]

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, comme le sait pertinemment le député, nous en avons déjà parlé. Je suis très conscient de l'intérêt qu'il porte à cette question qui le préoccupe.

Nous nous inquiétons tous des répercussions que cela aura sur les localités du Nord. Nous avons mis en place des programmes par l'intermédiaire du ministère de l'Emploi et de l'Immigration comme le Programme Développement des collectivités ainsi qu'un autre programme qui concerne ce genre de situation. Ils seront offerts sans restriction aux localités du Nord afin que la transition se fasse le plus facilement possible.

Je devrais aussi faire remarquer, monsieur le Président, qu'il existe des accords maintenant les droits acquis, qui prévoient une réduction progressive du financement fourni par ce programme au cours de cette année.

Mme Mary Clancy (Halifax): Monsieur le Président, ce budget porte un coup fatal aux programmes de promotion de la femme du secrétariat d'État. On a diminué de 20 p. 100 les fonds affectés à l'Institut canadien de recherches sur les femmes, tandis que le Centre des femmes du Québec et le centre d'études sur les femmes canadiennes ont vu leur financement réduit de 100 p. 100. Ma question s'adresse au ministre des Finances. Il pourra peut-être me donner une réponse plus satisfaisante que le secrétaire d'État. Quand le ministre mettra-t-il fin à cette discri-

mination perpétuelle et à ces compressions budgétaires phallogratiques?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, mon collègue a bien précisé que nous étions conscients des besoins des organismes féminins et autres qui sont touchés par le budget. Nous savons très bien que nous leur demandons de nous aider à résoudre un grave problème national.

Il importe pour le pays que les taux d'intérêt baissent. C'est pourquoi nous devons réduire le taux d'inflation et le déficit. Cela ne se fait pas tout seul. Chacun d'entre nous doit contribuer à la réduction des fonds affectés aux différents programmes.

Oui, ces programmes sont touchés, comme de nombreux autres d'ailleurs. Je pense que les Canadiens dans leur ensemble reconnaissent l'importance de ces compressions et j'espère qu'ils comprennent pourquoi nous avons dû prendre ces décisions.

Mme Mary Clancy (Halifax): Tout ce que j'espère, monsieur le Président, c'est que les femmes battues dans tout le Canada comprendront pourquoi ces groupes ne sont plus financés. J'espère que cette réponse satisfera les familles et les amis des étudiantes de Montréal qui sont mortes parce qu'on accepte la violence faite aux femmes dans notre pays.

Des voix: Oh, oh!

Mme Clancy: Quand le ministre va-t-il comprendre que les femmes ne peuvent pas attendre, qu'elles ne peuvent accepter qu'il fasse des compressions budgétaires à leurs dépens?

Des voix: Bravo!

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, la députée dépasse les bornes. Elle ne devrait pas tenir pareils propos à la Chambre et elle le sait bien.

Des voix: Bravo!

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Si elle connaît un programme qui doit être réduit de 100 p. 100. . .

Des voix: Oh, oh!

M. Wilson (Etobicoke-Centre): La députée qui vient de faire cette déclaration scandaleuse rit maintenant aux éclats.

Des voix: Oh, oh!

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Voilà qui prouve la duplicité des députés de l'autre côté de la Chambre.